



## Fonds pour l'environnement mondial

GEF/C.27/5/Rév.1

6 octobre 2005

---

Réunion du Conseil  
8-10 novembre 2005

### APPLICATION DU DISPOSITIF D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU FEM

## Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.27/5 intitulé *Application du Dispositif d'allocation des ressources du FEM*, le Conseil se félicite des travaux lancés par le Secrétariat et les Agents d'exécution pour définir les modalités d'application du dispositif adopté à compter de FEM-4 et approuve la formule envisagée pour communiquer les prévisions de ressources allouées à titre individuel et collectif. Le Conseil prie le Secrétariat de lui proposer, à sa réunion de juin 2006, les modalités qui permettront d'appliquer le DAR aux ressources affectées aux domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques dans le cadre de FEM-4.

## **Contexte général**

1. À sa réunion extraordinaire des 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 2005, le Conseil a examiné le document GEF/C.26/2/Rev.1, intitulé *Technical Paper on the GEF Resource Allocation Framework*, et est parvenu à un accord sur le Dispositif d'allocation des ressources (DAR) qui s'appliquera aux fonds affectés aux domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques à compter de FEM-4.<sup>1</sup> Ce document, qui décrit le mécanisme en question, est à nouveau présenté aujourd'hui sous forme de document d'information portant le même titre sous la cote GEF/C.27/Inf 8.

2. Le présent document vise à informer le Conseil des mesures prises en vue de l'application du DAR à compter de FEM-4 et à solliciter ses directives sur les modalités et la date de communication de l'information sur les ressources allouées à titre individuel et collectif dans le cadre du dispositif adopté.

## **Application du Dispositif d'allocation des ressources du FEM**

3. Pour ouvrir la voie à une application du DAR à compter de FEM-4, les conditions suivantes devront avoir été réunies d'ici le 30 juin 2006 :

- a) accord sur les politiques et modalités d'application du DAR ; et
- b) communication des chiffres du DAR et du montant indicatif des ressources allouées.

## **Définir les modalités d'application**

4. Le Secrétariat et les Agents d'exécution ont mis en place une équipe interinstitutionnelle de mise en œuvre du DAR pour définir de concert les modalités qui permettront d'appliquer efficacement le dispositif. L'équipe a déjà commencé ses travaux, et le présent document est le fruit de sa réflexion initiale. L'équipe doit se réunir régulièrement pour travailler à la mise au point des modalités d'application du DAR. Elle travaillera dans la transparence, consultant un large éventail d'acteurs, et proposera des modalités d'application à la réunion de juin 2006 du Conseil.

5. La liste ci-après illustre les questions sur lesquelles l'équipe se penche :

- a) confirmation des listes de pays pouvant prétendre à un financement
- b) modalités de programmation des ressources allouées aux pays
- c) modalités d'application de l'allocation collective
- d) modalités de programmation des ressources des projets mondiaux et régionaux
- e) programmation des ressources du programme de microfinancements
- f) modalités de réallocation des ressources à mi-parcours.

---

<sup>1</sup>Résumé conjoint des présidents de la réunion extraordinaire du Conseil du FEM (31 août-1<sup>er</sup> septembre 2005).

## **Communication du montant des ressources allouées**

6. Le Conseil a adopté la politique d'information suivante pour le DAR :

- a) le montant des ressources allouées à titre individuel et collectif sera rendu public ; il en sera de même de l'indice de potentialité du FEM (IPF) pour tous les pays.
- b) s'agissant des chiffres de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale, qui servent à établir l'indice de résultat du FEM (IRF), un lien permettra d'accéder au site de la Banque mondiale à partir de celui du FEM.

7. Le Conseil n'ayant toutefois pas encore fixé le moment où la communication de ces informations devait intervenir, il est invité à donner des directives complémentaires sur cette question, en tenant compte de la proposition exposée ci-après.

## **Communication des prévisions d'allocation de ressources pour FEM-4**

8. Trois éléments clés sont nécessaires pour arrêter des prévisions d'allocation de ressources aux fins de FEM-4 :

- a) approbation du montant des ressources affectées aux domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques pour FEM-4. Si l'on s'en tient au calendrier des réunions de négociation pour la quatrième reconstitution des ressources de la Caisse, le montant des ressources allouées sera arrêté à la réunion prévue les 21 et 22 novembre 2005.
- b) mise à jour de l'IRF. Les chiffres de la CPIA de la Banque mondiale, sur lesquels repose l'IRF, devraient être actualisés d'ici avril 2006.
- c) confirmation des listes de pays pouvant prétendre à un financement dans les domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques. Le Secrétariat du FEM consultera les Secrétariats de la CCNUCC et de la CDB pour arrêter ces listes d'ici avril 2006.

9. Les prévisions d'allocations individuelles et d'allocation collective dans les domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques devraient être prêtes avant la réunion de juin 2006 du Conseil, auquel elles seront communiquées dans le cadre des documents de travail préparé pour cette réunion.

## **Communication préalable des prévisions**

10. Depuis l'adoption du DAR par le FEM, un certain nombre de membres du Conseil, d'Agents et Organismes d'exécution et de pays ont demandé que leur soient communiquées le montant des ressources allouées à titre individuel et collectif sur la base des simulations utilisées dans le document technique présenté sous la cote GEF/C.26/2/Rev.1. Les Agents et Organismes d'exécution, plus particulièrement, ont rappelé que cette information était nécessaire pour leur permettre de travailler avec les pays à la préparation des projets en puissance — ainsi qu'aux

modifications susceptibles de devoir être apportées aux projets en instance — à la lumière des allocations qui pourraient s'appliquer à FEM-4. Bien que la communication du montant des ressources allouées à titre individuel et collectif comporte certains risques tant que les éléments d'informations mentionnés au paragraphe 8 ne sont pas connus, il faut reconnaître que les Agents et Organismes d'exécution et les pays ont absolument besoin de ces données pour préparer le passage au nouveau régime à compter de FEM-4.

11. Les tableaux ci-joints présentent donc, par tranches, les prévisions d'allocations pour les régimes individuel et collectif. Ils donnent les fourchettes des allocations possibles pour ces deux régimes. Les fourchettes correspondent aux hypothèses basse et haute des dotations figurant dans le document GEF/R4.9/Rev.1, intitulé *Revised Programming Document GEF-4*, en cours d'examen dans le cadre de la reconstitution des ressources. Les données présentées aux tableaux 1 et 2 sont susceptibles de modification en fonction du niveau décidé de la reconstitution de la Caisse, des chiffres actualisés de l'IRF et des listes finales des pays pouvant prétendre à un financement. Ces informations devraient immédiatement aider les pays et les Agents et Organismes d'exécution à commencer à préparer les projets qui seront présentés pendant FEM-4.

12. Pour compléter ces données, il est envisagé de rendre publics les compléments d'information suivants d'ici le 15 décembre 2005 :

- a) Si le budget des domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques est adopté à la réunion de reconstitution des ressources les 21 et 22 novembre, il sera utilisé pour déterminer le montant indicatif des ressources allouées à titre individuel et collectif en application du DAR approuvé, sous réserve de modification des montants alloués d'ici juin 2006 en fonction des chiffres actualisés de la CPIA et de la liste finale des pays pouvant prétendre à un financement dans chacun des deux domaines d'intervention. Ces prévisions d'allocation, assorties des réserves ci-dessus, seront placées sur le site web du FEM ; ou
- b) Si le budget des domaines d'intervention Diversité biologique et Changements climatiques n'est pas adopté à la réunion de reconstitution des ressources les 21 et 22 novembre, le DAR sera appliqué aux hypothèses basse et haute du document de programmation des ressources de FEM-4 pour calculer le montant indicatif des allocations individuelles et de l'allocation collective, sous réserve de modification des montants alloués d'ici juin 2006 en fonction des budgets finalement arrêtés pour FEM-4, des chiffres actualisés de la CPIA et de la liste finale des pays pouvant prétendre à un financement dans chacun des deux domaines d'intervention. Ces prévisions d'allocation, assorties des réserves ci-dessus, seront placées sur le site web du FEM.

13. Le Conseil est invité à approuver cette formule de communication progressive des ressources allouées à titre individuel et collectif à compter de FEM-4.

**Tableau 1: Liste des pays par tranche de ressources dans le domaine d'intervention Diversité biologique**

<b>Régime individuel, par tranche de ressources et par ordre alphabétique au sein de chaque tranche</b>					
<b>(USD 40-65M)</b>	<b>(USD 20-40M)</b>	<b>(USD 10-20M)</b>		<b>(USD 5-10M)</b>	
Brésil	Afrique du Sud	Argentine	Malaisie	Cameroun	Mozambique
Chine	Colombie	Bolivie	Panama	Éthiopie	Namibie
			Papouasie-Nouvelle-		
Indonésie	Équateur	Chili	Guinée	Fidji	Pakistan
Mexique	Inde	Costa Rica	Tanzanie	Guatemala	RD du Congo
	Madagascar	Cuba	Venezuela	Honduras	Rép. dominicaine
	Pérou	Fédération de Russie		Iran	Seychelles
	Philippines			Jamaïque	Sri Lanka
				Kenya	Turquie
				Maurice	Viet Nam
<b>Régime individuel (USD 3-5M) ou collectif, par ordre alphabétique</b>					
Cambodge	Égypte	Kazakhstan	Nicaragua	RPD lao	Trinidad-et-Tobago
Cap-Vert	É.F de Micronésie	Maroc	Nigeria	Soudan	Zambie
Côte d'Ivoire	Haïti	Mongolie	Paraguay	Suriname	
<b>Régime collectif, par ordre alphabétique (financements alloués à concurrence du seuil de ressources, USD 3-3,6M)</b>					
Afghanistan	Bulgarie	Guinée	Macédonie	RPD de Corée	Tchad
Albanie	Burkina Faso	Guinée-Bissau	Malawi	Roumanie	Thaïlande
Algérie	Burundi	Guinée équatoriale	Maldives	Rwanda	Togo
Angola	Comores	Guyana	Mali	Samoa	Tonga
Antigua-et-Barbuda	Congo	Îles Cook	Mauritanie	Sao Tomé-et-Principe	Tunisie
Arménie	Croatie	Îles Marshall	Moldova	Sénégal	Turkmenistan
Azerbaïdjan	Djibouti	Îles Salomon	Myanmar	Serbie-et-Monténégro	Ukraine
Bahamas	Dominique	Jordanie	Népal	Sierra Leone	Uruguay
Bangladesh	El Salvador	Kirghizistan	Niger	République slovaque	Vanuatu
Barbade	Érythrée	Kiribati	Niue		Yemen
Belarus	Estonie	Lesotho	Oman	St.-Kitts-et-Nevis	Zimbabwe
Belize	Gabon	Lettonie	Ouganda	Sainte-Lucie	
	Gambie		Ouzbékistan		
Bénin	Géorgie	Liban	Palau	Grenadines	
Bhoutan	Ghana	Libéria	Pologne	Swaziland	
Bosnie-Herzégovine	Grenade	Libye	Rép. centrafricaine	Syrie	
Botswana	Grenadines	Lituanie	Rép. de Corée	Tadjikistan	

Notes:

Tranches de ressources basées sur des simulations à partir des hypothèses basse et haute présentées dans le document de programmation des ressources de FEM-4 FEM(GEF/R.4.9/Rev.1).

Les tranches de ressources ci-dessus comprennent les allocations pour frais de gestion au titre de chaque projet.

Le plafond est égal à 10 % des ressources affectées au domaine d'intervention.

Tableau 2: Liste des pays par tranche de ressources dans le domaine d'intervention Changements climatiques

Régime individuel, par tranche de ressources et par ordre alphabétique au sein de chaque tranche					
(USD 50M - plafond*)	(USD 20-50M)	(USD 10-20M)		(USD 5-10M)	
Chine	Afrique du Sud	Argentine	Pakistan	Algérie	Nigeria
Fédération de Russie	Brésil	Égypte	Roumanie	Bangladesh	Ouzbékistan
Inde	Mexique	Indonésie	Thaïlande	Belarus	Philippines
	Pologne	Iran	Turquie	Bulgarie	RPD de Corée
		Kazakhstan	Ukraine	Chili	République slovaque
		Malaisie	Venezuela	Colombie	Soudan
					Viet Nam
Régime individuel (USD 2,5-5M) ou collectif, par ordre alphabétique					
Azerbaïdjan	Croatie	Éthiopie	Maroc	Pérou	Tunisie
Bolivie	Cuba	Kenya	Népal	Syrie	
Cambodge	Équateur	Madagascar	Ouganda	Tanzanie	
Régime collectif, par ordre alphab. (financements alloués à concurrence du seuil de ressources, USD 2,5-3,5M)					
Afghanistan	Congo	Guyana	Maldives	Papouasie-Nouvelle-	
Albanie	Costa Rica	Haïti	Mali	Guinée	St. Kitts-et-Nevis
Angola	Côte d'Ivoire	Honduras	Malte	Paraguay	Sainte-Lucie
				Qatar	St. Vincent-et-les-Grenadines
Antigua-et-Barbuda	Djibouti	Îles Cook	Mauritanie	Rép. Centrafricaine	Suriname
Arabie Saoudite	Dominique	Îles Marshall	Maurice	RD du Congo	Swaziland
Arménie	El Salvador	Îles Salomon	Malte	Rép. de Corée	Tadjikistan
		Israël			
			Micronésie, États		
Bahamas	Émirats arabes unis	Jamaïque	féderés de	Rép. dominicaine	
Bahreïn	Érythrée	Jordanie	Moldova	Rép. Lao	Tchad
Barbade	Estonie	Kiribati	Mongolie	Rwanda	Togo
Belize	Fidji	Koweït	Mozambique	Samoa	Tonga
Bénin	Gabon	Kirghizistan	Myanmar	Saint-Marin	Trinidad-et-Tobago
				Sao Tome-et-	
Bhoutan	Gambie	Lettonie	Namibie	Principe	Turkménistan
Bosnie-Herzégovine	Géorgie	Liban	Nauru	Sénégal	Tuvalu
				Serbie et	
Botswana	Ghana	Lesotho	Nicaragua	Monténégro	Yémen
Burkina Faso	Grenade	Libéria	Niger	Seychelles	Uruguay
Burundi	Guatemala	Libye	Niue	Sierra Leone	Vanuatu
Cap-Vert	Guinée	Lituanie	Oman	Singapour	Yémen
Chypre	Guinée-Bissau	Macédoine	Palau		Zambie
Comores	Guinée équatoriale	Malawi	Panama	Sri Lanka	Zimbabwe

Notes:

Tranches de ressources basées sur des simulations à partir des hypothèses basse et haute présentées dans le document de programmation des ressources de FEM-4 (GEF/R.4.9/Rev.1).

Les tranches de ressources ci-dessus comprennent les allocations pour frais de gestion au titre de chaque projet.

\* Le plafond est égal à 15 % des ressources affectées au domaine d'intervention.